

HENRI POUILLOT, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION «SORTIR DU COLONIALISME»

«Nous allons interpeller tous les candidats à la présidence française»

Militant anticolonialiste, Henri Pouillot est de tous les combats contre l'oubli des affres du système colonial et contribue depuis quelques années auprès de nombreux autres Français et Algériens au travail de mémoire nécessaire, dit-il, «sur une triste période de notre histoire et ses conséquences encore aujourd'hui». Il vient, avec l'historien Gilles Manceron, de publier Le 17 octobre 1961 par les textes de l'époque, reproduisant des documents inédits. Cet ouvrage, coordonné par l'association Sortir du colonialisme dont il assure la présidence n'est pas son premier écrit. A son actif déjà, deux ouvrages, La villa Susini, tortures en Algérie : un appel parle aux éditions Tiresias. Un témoignage de ce qu'il a vécu, en tant qu'appelé, dans cette villa algéroise, lieu de tortures et où il fut affecté de juin 1961 à mars 1962. Son autre ouvrage Mon combat contre la torture a été édité par les éditions Bouchène. Ce militant infatigable répond à toutes nos questions et nous explique pourquoi Sarkozy, mais pas seulement lui, n'est pas prêt à reconnaître le crime d'Etat que fut le 17 Octobre 1961.

Le Soir d'Algérie : Un ouvrage collectif intitulé *Le 17 octobre 1961 par les textes de l'époque* vient d'être publié en France. Il réunit, et pour la première fois, des documents de l'époque, notamment des notes et directives des autorités coloniales françaises, comme les appels et autres tracts du FLN en direction de l'immigration. Alors que l'historien Gilles Manceron en écrit la préface, vous en signez la post-face. Vous y rappelez, entre autres, que cinquante ans après ces massacres, ce crime n'est toujours pas reconnu comme tel ni condamné par les plus hautes autorités de la France. Vous y exprimez, par ailleurs, votre crainte que malgré ce demi-siècle qui nous sépare de ce crime, le gouvernement de Sarkozy ne réponde toujours pas à l'exigence de vérité. Qu'est-ce qui fait, selon vous, cette occultation d'un pan de l'histoire de la France ?

Henri Pouillot : D'abord, il faut rappeler qu'à l'époque, la préfecture de police dépendait directement du ministère de l'Intérieur, contrairement aux autres institutions policières des autres départements. De ce fait, toute l'activité du préfet de police de Paris (en l'occurrence Papon) était directement rattachée et sous la responsabilité du ministère de l'Intérieur. C'est donc pourquoi nous considérons ces massacres comme crime d'Etat et demandons que l'Etat le reconnaisse en tant que tel.

Pourquoi pensons-nous que Sarkozy ne va pas répondre à nos exigences ? Parce que l'on constate que depuis son élection, il a répondu aux nostalgiques de l'Algérie française à maintes reprises. Pour exemple, il a fait mettre sur le mémorial du Quai Branly à Paris les victimes OAS de la manifestation du 26 mars 1962 à Alger organisée par cette triste association, et ce faisant, il leur rend hommage et les considère comme «morts pour la France».

Or, ce sont des manifestants qui contestaient le cessez-le-feu en tentant de remettre en cause l'accord qui venait d'être signé une semaine avant. Qu'ils soient honorés et considérés comme des victimes est tout à fait incongru et n'a aucune raison d'être. Il a, en outre, envoyé d'autres signes : il a laissé faire à Pau, le 22 octobre 2010, l'inauguration d'une stèle à la mémoire du colonel Château-Jobert qui a été un put-



Henry Pouillot.

schiste, un déserteur qui a rejoint le maquis OAS de l'Ouarsenis ; alors qu'il a été condamné par contumace en 1965, l'on a érigé une stèle à la caserne de Pau pour l'honorer. C'est là une sacrée leçon pour les militaires qui sont en formation : vous pouvez mettre en cause la république, déserteur, être condamné à mort mais être honoré après ! Pas plus tard que le 5 mai dernier, Jean-François Collin, qui est le président de l'association Adimad (Association de défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus et exilés politiques de l'Algérie française, créé par Salan et qui revendique 1 200 adhérents dont 750 ont été condamnés pour leurs activités OAS), a été élevé dans l'ordre de la légion d'honneur. Il faut savoir que ce monsieur est un ancien conseiller municipal du Front national de Hyères pendant une quinzaine d'années. Ce président d'association était lieutenant et a participé au putsch d'avril 1961, déserté et participé à deux attentats contre Yves Le Tac au Val de Grâce où ce dernier était soigné suite à un attentat OAS qui l'a visé à Alger. C'est ce monsieur que Sarkozy a décoré à titre militaire tout récemment. Beaucoup d'autres exemples peuvent être cités et démontrent que Sarkozy favorise le retour et toute l'expression des tenants de l'Algérie française et n'est pas prêt à une quelconque reconnaissance du crime commis.

Pourtant, contrairement à Chirac, par exemple, Sarkozy n'a pas été directement impliqué dans la guerre d'Algérie...

Il n'a pas participé à la guerre mais il était dans la mouvance des groupes d'extrême droite de l'après-guerre d'Algérie, mouvance de Tixier- Vignancourt. Il a pris part à une série de manifestations avec Devedjian et Madelin dans les groupes d'extrême droite Occident, Ordre nouveau et celui d'Assas. Un fait bien significatif, Patrick Buisson, un des conseillers les plus proches de Sarkozy, a été directeur des journaux d'extrême droite *Minute* et *Rivaraol*. L'on a constaté que c'est à partir de sa refondation de l'UMP qu'a été préparée pendant 3 ans la loi de février 2005, annoncée comme une loi de régularisation des harkis mais qui en fait voulait «régulariser les bienfaits de la colonisation».

Un ensemble de matériels historiques : témoignages d'acteurs et protagonistes de l'époque ; archives diverses ; recoupements de textes et ouvrages nombreux sont traités par les historiens et associations et publiés sans que cela fasse remuer outre mesure les pouvoirs qui se sont succédés en France. Dans la perspective des prési-

dentielles, et d'une éventuelle arrivée de la gauche au pouvoir, pensez-vous qu'il y aura reconnaissance de ces massacres sachant, par exemple, que le Parti socialiste notamment ne s'est pas, jusque-là, particulièrement distingué par une position claire et tranchée sur le sujet ?

Nous sommes des militants et nous avons envie de voir notre demande aboutir surtout qu'en 2012 ce sera le 50^e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie. Comme c'est aussi et dès maintenant la campagne pour la présidentielle de 2012, il va y avoir vraisemblablement un grand nombre de débats autour de ces questions. Nous allons interpeller tous les candidats à la présidence de la République.

Il faudra une poussée suffisante pour faire bouger les choses. Quant au Parti socialiste, pour l'exemple, nous citerons le cas de Marseille. Le responsable PS chargé du recrutement dans cette ville s'appelle Théo Balalas, ancien de l'OAS, qui a créé Ordre Nouveau et le Front National dans les Bouches-du-Rhône. Il continue encore aujourd'hui à rencontrer régulièrement Le Pen et déjeune avec lui, lorsque ce dernier va à Marseille. Je suis intervenu personnellement, il y a 3 ans, auprès de François Hollande mais celui-ci ne m'a jamais répondu. Les dernières déclarations de Hollande lors de son déplacement à Alger ne me font pas penser que c'est vers une reconnaissance des crimes qui ont été commis par le colonialisme qu'on irait puisqu'il ne parle que de repentance. Moi qui ai été témoin de ce qui s'est passé pendant cette guerre, je considère qu'il faut que l'on reconnaisse très clairement et sans aucune ambiguïté ces crimes et non pas simplement demander pardon, comme s'il s'agissait d'une simple faute. La démarche de Hollande à Alger n'est pas celle-là et je crains fort que s'il arrivait au pouvoir, cela ne va pas aller de soi et en tout cas ne se fera pas spontanément.

Et si Martine Aubry arrivait au pouvoir ?

On l'a rarement entendue s'exprimer sur cet aspect. On ne sait pas trop.

En fait, il n'y a actuellement en France que le Parti Communiste qui a des positions claires sur ce sujet...

Non, il n'y a pas que le PCF même si ce dernier a eu effectivement et depuis longtemps une attitude de condamnation sans équivoque. Il y a aussi une frange du Parti socialiste, celle du groupe de Melenchon et celle de Montebourg qui sont sur la même position, tout comme les Verts, très proches de cette approche.

Votre engagement dans plusieurs associations — président de Sortir du colonialisme, membre du bureau exécutif du Mrap et membre du comité directeur national de l'Association républicaine des anciens combattants Arac — vous met au cœur d'un combat très large qui soulève le traitement fait aux Algériens pendant la guerre de Libération, mais aussi qui intègre tous les peuples qui ont subi le régime colonial...

Ma démarche personnelle vient de la guerre d'Algérie où je me suis trouvé confronté à la question de la torture et découvert le colonialisme et ses conséquences. Cela a été pour moi tellement insupportable qu'au fur et à mesure, je me suis mis à militer pour toutes les questions des droits de l'homme. Plus jeune, j'étais plus dans la lutte syndicale et à partir de 2001 de tous les débats qu'il y a eu en France sur la guerre d'Algérie, la torture... ce contexte a permis à notre parole de s'exprimer sur ces aspects alors qu'avant c'était pratiquement le black-out sur ce passé.

Justement, certains vous ont reproché de ne pas vous être exprimé pendant que les tortures s'exerçaient et de ne l'avoir pas fait plus tôt, après la guerre...

J'ai expliqué dans mes témoignages écrits la difficulté et la complexité que je rencontrais pour pouvoir m'extraire de ça. J'étais dans une prison à ciel ouvert, c'est ce que j'expliquais. Le problème est qu'après ce que j'ai vu, j'ai tenté d'en parler mais il n'y avait aucune écoute sur ces sujets. Quant Massu a publié ses mémoires, j'avais tenté d'intervenir, il y a eu un petit feu de paille, mais ce n'est qu'en 2001 que ces problèmes ont pu s'incruster dans le débat.

Vous qui luttiez pour la reconnaissance par l'Etat français des crimes commis par le pouvoir colonial, comment qualifieriez-vous les relations qu'entretient aujourd'hui l'Etat français avec son homologue algérien sur cet aspect de reconnaissance particulièrement ?

Les relations me paraissent un peu ambiguës. La visite de Juppé en juin dernier en Algérie me semble avoir été organisée aussi pour préparer le 50^e anniversaire en essayant d'étouffer les explosions de vérité sur ce qui s'est passé. (Ndlr : lors de sa visite en juin dernier, Juppé a, entre autres, dit textuellement, selon l'AFP : «Si on pouvait sortir un petit peu de ce ressassement éternel du passé pour voir ce que la France et l'Algérie peuvent faire dans un monde qui est en plein changement autour de nous, avec des possibilités de développement considérables dans notre intérêt mutuel, je pense que cela serait bien mieux que de s'interroger à nouveau sur ce qui s'est passé il y a un siècle, il y a 40 ou même 50 ans.»)

Cette ambiguïté dont vous parlez s'exprime comment, selon vous ?

On a l'impression qu'il y a un marchandage dont on va bientôt peut-être avoir des échos. Ce pourrait être que le régime algérien abandonne sa démarche de demande d'indemnisation par rapport au colonialisme contre une certaine compensation. C'est naturellement une appréciation qui n'est pas forcément fondée sur des preuves mais tout ce qui est entrepris aujourd'hui me semble aller dans ce sens : ne pas aller plus loin dans la revendication algérienne.

Entretien réalisé par K. B.-A.